

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Marseille, le 24 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAINT-GOBAIN ISOVER

B.P. 202 - Zone industrielle
Rue du Portugal
84107 Orange

Références : D-0725-2025
SPR/2025-799
Code AIOT : 0006400402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement SAINT-GOBAIN ISOVER implanté B.P. 202 - Zone industrielle Rue du Portugal 84107 Orange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 23/09/2025 s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur. Elle a pour objectif de vérifier la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes dans le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations. Par ailleurs elle a été l'occasion de rappeler aux exploitants les enjeux de santé publique relatif à ce type de risque.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT-GOBAIN ISOVER
- B.P. 202 - Zone industrielle Rue du Portugal 84107 Orange
- Code AIOT : 0006400402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société SAINT-GOBAIN ISOVER est autorisée par arrêté préfectoral du 22 mai 2025 à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de laine de verre, destinée à l'isolation thermique et phonique, sur le territoire de la commune d'Orange.

Les activités relèvent notamment de l'autorisation au titre des rubriques :

- 3330 et 2530-2a (fabrication et travail du verre) ;
- 3340 (fusion des matières minérales) ;
- 2791 (traitement de déchets non dangereux de laine de verre) ;
- 2940-2a (application de colles) ;

et de l'enregistrement au titre des rubriques :

- 1510-2 (entrepôts couverts) ;
- 2921-b (tours aéroréfrigérantes).

Le site relève de la directive IED.

Contexte de l'inspection :

Opération Régionale 2025 sur la gestion du risque Légionelles

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Informations générales du site	Autre du 17/07/2025, article Néant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Mise en demeure, respect de prescription	Voir PC n°3

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Sans objet
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur a constaté une non-conformité relative à l'analyse méthodique des risques (PDC N° 3) et fait l'objet d'une proposition d'arrêté de mise en demeure, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement. Cette proposition de mise en demeure porte la mise en conformité et la gestion des bras morts.

La société ISOVER est tenue d'informer le Préfet de la cessation partielle de la TAR OXYMELT avec transmission des éléments nécessaires pour cette cessation (évacuation des produits dangereux, limitations d'accès, suppression des risques, ...)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Autre du 17/07/2025, article Néant
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation
Prescription contrôlée : La situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921
Constats : L'installation (rubrique 2921) est autorisée par arrêté préfectoral en date du 22/05/2025 pour 7 tours de refroidissement à circuit non fermé (puissance cumulée de 20339 kW) et 3 tours de refroidissement à circuit fermé (puissance cumulée de 4 410 kW) soit un total de 24 749 kW pour l'ensemble du site. Les tours aéroréfrigérantes sont essentiellement utilisées pour le refroidissement des fours verrier. Ces installations relèvent du régime de l'enregistrement. Les coordonnées Lambert des tours sont les suivantes : TAR WPE : X= 8000894 m Y= 1906540 m Z= 48,76 m TAR DALKIA : X= 8000896 m Y= 1906486 m Z= 48,59 m TAR FOUR : X= 8000788 m Y= 1906373 m Z= 48,16 m Lors de l'inspection, l'exploitant nous a informé que la TAR associée à l'oxymelt (puissance unitaire de la TAR 410 kW) n'est plus utilisée sans que cette cessation partielle n'ait été communiquée au Préfet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société ISOVER est tenue d'informer le Préfet de la cessation partielle de la TAR OXYMELT avec transmission des éléments nécessaires pour cette cessation (évacuation des produits dangereux, limitations d'accès, suppression des risques, ...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
Constats : Les coordonnées Lambert des TAR sont les suivantes : <u>TAR WPE :</u> X= 8000894 m Y= 1906540 m Z= 48,76 m <u>TAR DALKIA :</u> X= 8000896 m Y= 1906486 m Z= 48,59 m <u>TAR FOUR :</u> X= 8000788 m Y= 1906373 m Z= 48,16 m Les TAR sont éloignées de plus de 8 mètres des locaux les plus proches.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...] Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du

passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

Constats :

L'exploitant a présenté les AMR réalisées par la société PR'EAU - CONSULT le 26 mai 2025 pour les circuits WPE et FOUR. L'AMR des TAR DALKIA n'a pas fait l'objet du contrôle

Les AMR comportent une description complète des installations et fournissent les informations quant aux facteurs qui peuvent influencer le risque légionellose :

- Potentiel de prolifération des Legionella dans le système étudié
- Formation et dissémination des aérosols
- Gestion du système
- Exposition et vulnérabilité des individus

La démarche se décompose comme suit :

- Une étude administrative identifiant parfaitement l'installation et son environnement ainsi que les responsabilités.
- Une étude technique avec inspection des installations, de son exploitation, et du système documentaire.
- L'analyse des risques pour laquelle chaque facteur de risque est pondéré par un indice de risque. Une synthèse en est effectuée.
- Des préconisations préventives et/ou curatives pour chaque point critique de maîtrise identifié, les priorités d'action sont définies en regard des indices de risque. Pour les recommandations de suivi, une fréquence d'analyse est proposée.

Le recensement des bras morts est réalisé. L'AMR mentionne qu'un traitement du circuit est réalisé afin un biocide oxydant et un biocide non oxydants afin de réduire le risque de prolifération de légionelle lié à la présence bras morts.

Toutefois, l'analyse de risque des deux l'AMR conclut que le risque résiduel est élevé pour les deux circuits de refroidissement WPE et FOUR en raison de la présence de bras morts tels que repris ci-dessous :

*** CIRCUIT DE REFROIDISSEMENT WPE**

- Bras mort sur canalisation résine SG26 DN 60 Long 60m.
- Bras mort DN 40 long 5m à la cave sur la canalisation water jacket M8.
- Bras mort sur l'alimentation du RIA au niveau de la zone d'attente du contrôle qualité DN60 long 60m.
- 2 bras morts aller / retour sur canalisation FORMING DN 80 Long 2m.
- Bras mort sur by-pass 3 / 6 bars DN 400 long 2m.

- Bras mort bout de ligne aller 3 bars aspiration des pompes.
- Bras mort au-dessus du REDLER.
- Bras mort bout de ligne 6 bars DN 200 Long 2m.
- Bras mort au niveau du four tuyau N° 283 DN 60 Long 2m.
- 4 Bras morts au niveau du four niveau enfourneuse DN 40 long 5m.
- Bras mort sur by-pass vanne d'alimentation secours eau 40°C.
- Bras mort au niveau de l'interconnexion refroidissement et/ou réchauffage cuves résine.
- 2 bras morts de fonctionnement le jour de l'AMR sur filtre à sable ERPAC
- Bras mort sur piquage refroidissement provisoire (secours en eau refroidissement (eau brute et/ou eau incendie)
- Bras mort sur piquage refroidissement provisoire
- Bras mort sur piquage eau recyclée

*** CIRCUIT DE REFROIDISSEMENT WPE**

- 2 Bras morts sur les échangeurs ALPHA -LAVAL
- Bras mort sur la canalisation principale au-dessus du traser.
- Bras morts sur bonna A/R au-dessus du local traitement.

En séance, la société ISOVER indique ne pas avoir de plan d'actions avec échéance de réalisation clairement établi pour la gestion de ces bras morts. En particulier, l'inspection des installations classées relève qu'à date la société ISOVER n'est pas en mesure de produire la liste :

- des bras morts pouvant être supprimés sans que cela ne nécessite l'arrêt des fours ;
- des bras morts pouvant être supprimés mais pour lesquels l'arrêt des fours est nécessaire ;
- des bras morts pour lesquels une gestion hydraulique pérenne est nécessaire et suffisante pour supprimer/réduire/limiter le risque de prolifération de légionelles ;
- des bras morts pour lesquels une gestion hydraulique temporaire doit être mise en œuvre à titre conservatoire et provisoire dans l'attente de leur suppression définitive.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 12.II et 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013. Les délais associés à cette mise en demeure sont les suivants :

- **sous un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté**, transmettre le plan d'action avec échéancier de mise en œuvre afin de supprimer les bras morts et/ou d'assurer une gestion hydraulique de façon pérenne ou à titre conservatoire/provisoire dans l'attente de leur suppression définitive ;
- **sous 6 mois à compter de la notification de l'arrêté**, supprimer les bras morts sur les installations ne conduisant pas - lors de l'opération de suppression des bras morts - à l'arrêt direct ou indirect des fours ;
- **lors du prochain arrêt des fours**, supprimer les bras morts situés sur des installations pour lesquelles une intervention pour cette opération de suppression aurait conduit, de façon directe ou indirecte, à l'arrêt des fours et dont la gestion hydraulique n'est pas suffisante pour supprimer/réduire/limiter les risques de prolifération de légionelles.

La société ISOVER est tenue de transmettre dans les meilleurs délais et au plus dans le mois qui suit chacune de ces étapes les justificatifs de mise en conformité au regard des dispositions du présent article.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 4 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : L'exploitant à la connaissance de l'outil GIDAF. Pour la période allant du mois de février 2024 à août 2025 inclus, l'inspection a constaté que l'exploitant renseigne le résultat des analyses légionelles accompagnés des rapports d'analyses. La fréquence d'analyse est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (105 UFC/L)
Prescription contrôlée : a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ; c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...] ; e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...]. Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au

rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]
Constats : En séance, l'exploitant indique que le seuil "légionelles" 10 ⁵ UFC/L n'a pas été dépassé sur les 2 dernières années (2024, 2025). Ce constat est vérifié sur l'outil GIDAF pour la même période. Nous avons consulté la procédure en cas de dépassement du seuil 10 ⁵ UFC/L, conforme aux exigences de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)
Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (103 UFC/L)
Prescription contrôlée : a) Cas de dépassement ponctuel : [...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en Legionella pneumophila [...]. b) Cas de dépassements multiples consécutifs : Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]. Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en Legionella pneumophila correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. [...]
Constats : En séance, l'exploitant indique que le seuil "légionelles" 1 000 UFC/L n'a pas été dépassé sur les 2 dernières années (2024, 2025). Ce constat est vérifié sur l'outil GIDAF pour la même période. Nous avons consulté la procédure en cas de dépassement du seuil 1 000 UFC/L, conforme aux exigences de l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite